



Bulletin de la protection de l'enfance en danger dans le 49

L'annonce officielle par le président du Conseil départemental Christian Gillet, fin avril, des grands changements qui vont intervenir dans le secteur de la protection de l'enfance en danger, est toujours vivement contestée. Ce lundi 15 mai, une nouvelle manifestation des salariés dans le centre-ville d'Angers à proximité des locaux du Conseil départemental réuni en session. 900 personnes ont défilé boulevard du roi René et Foch.



Plusieurs associations historiques de la protection de l'enfance d'Angers, Cholet, Saumur sont "déboutées" par le Département et ne seront plus en capacité d'accueillir ces enfants placés. Outre l'avenir de ces enfants, l'intersyndicale pose la question de plus de 300 emplois menacés dans les associations écartées de la sélection du Département.



Après avoir campés devant le bâtiment, une partie des manifestants est parvenue à entrer à l'intérieur de la cour vers 11 h 30. Les salariés du secteur social continuent leur combat contre l'appel à projet lancé par le président du conseil départemental du Maine-et-Loire, Christian Gillet. Une assemblée générale s'est tenue en début d'après-midi et a décidé une grève reconductible tous les lundis et un appel à participer à toutes les actions organisés par les collectifs de salariés en lutte.